

Séminaire de l'association Migrations & Développement sur l'agriculture familiale
Marseille – 8 mai 2015

Synthèse des apports et des débats

Pascal Bergeret

Directeur CIHEAM- Institut agronomique méditerranéen de Montpellier

Plutôt que de faire une synthèse en bonne et due forme de cette journée très riche, je me bornerai à vous faire part de ce qui m'a frappé pendant ces discussions.

Tout d'abord, c'est la diversité des points de vue et des regards portés sur l'agriculture familiale et son rôle dans le développement des territoires, reflet de la diversité des acteurs ayant participé au séminaire : associations, collectivités territoriales, agriculteurs, membres de la diaspora.

J'ai été convaincu par **la méthode de travail** de M&D, très robuste. Cette méthode de travail dans les territoires, au sein de la diaspora et pour établir le lien entre diaspora et territoires repose sur les éléments suivants :

- partir de la base et des besoins exprimés par les gens
- s'appuyer les dynamiques existantes
- établir un diagnostic qui « apprivoise » la diversité et la complexité des situations (typologies, sites pilotes)
- concentrer l'intervention sur ces sites (« grappes », pas de saupoudrage)
- diffuser les acquis des sites pilotes
- mettre en réseau
- mettre l'accent sur la formation et le renforcement des capacités des acteurs

Si ce n'est pas déjà fait, cette méthode qui mobilise des outils modernes et attractifs (plateforme internet, réseaux sociaux, financement participatif, ..) mériterait d'être explicitée, formulée et partagée avec d'autres associations intervenant dans des champs identiques ou comparables.

Ce qui m'a frappé ensuite, c'est la **vision des territoires** qui émane de ces échanges.

M&D a fait du développement des territoires la base de son action, et vous avez raison, car c'est l'unité pertinente, où les choses du développement se passent.

A vous entendre collectivement, on a le sentiment que les territoires ne sont pas des entités confinées dans leurs limites spatiales, mais des entités plus complexes et malléables, dilatées en quelque sorte. Cela provient du fait que vous abordez les territoires par les êtres humains qui y agissent, qu'ils soient résidents sur place, ou membres de la diaspora. J'ai beaucoup aimé l'idée de diaspora de cœur qui ouvre l'appartenance territoriale à des acteurs impliqués, même s'ils n'en sont pas originaires. C'est ainsi que les contours des territoires épousent les

contours de la communauté d'acteurs qui s'y impliquent. De la sorte, on peut dire que les territoires se rencontrent dès l'instant où leurs acteurs le font ; c'est le cas des territoires des Ecrins et de Taliouine par exemple. C'est l'objet de ces visites croisées organisées par M&D.

De même, on a l'impression à vous entendre que l'action conjointe de M&D et des acteurs locaux a pour effet de rétablir une **symétrie des relations entre acteurs**, symétrie qui me paraît très saine et très féconde. C'est ainsi que nous ne sommes pas dans la situation d'asymétrie classique du développement où on aurait d'une part les populations locales réceptrices de l'appui, de l'aide, de transferts, et d'autre part une association ou une diaspora émettrices de cet appui ou de ces transferts. La relation entre diaspora et territoires que M&D a aidé à établir est au contraire une relation symétrique, dans laquelle tous les acteurs sont à la fois émetteurs et récepteurs, au bénéfice de tous. Cela se matérialise par la notion très convaincante de « communautés de développement » au sein desquelles les acteurs locaux des territoires, tout comme ceux de la diaspora offrent des contributions de toutes sortes et formulent des demandes liées à leurs projets. Cette sorte de « bourse » ou de « marché » où se rencontrent l'offre et la demande émanant de tous est organisée par une plate-forme internet qui se met en place et qui mobilise les outils modernes du développement participatif (financement par le peuple notamment).

Par ailleurs, ce qui ressort de manière spectaculaire des discussions d'aujourd'hui, c'est que le développement territorial s'appuie sur des **ressources territoriales** et que ces ressources ne sont pas un donné qu'il suffirait d'exploiter mais un construit dont la valorisation repose sur les efforts permanents des acteurs. C'est ainsi qu'un produit agricole, une espèce locale cultivée ou sauvage, ou encore un paysage, peuvent constituer des ressources pour le développement si les acteurs locaux parviennent à garder le contrôle et le fruit de leur valorisation économique. Sinon, ces ressources, si elles tombent entre les mains d'opérateurs économiques plus puissants échappent au contrôle des acteurs du développement territorial et deviennent des vecteurs d'exploitation. A cet égard, l'exemple du safran ou encore de l'argan sont très parlants. Leur valorisation au sein de filières échappant au contrôle des acteurs locaux profite à d'autres acteurs plus puissants, et ne contribue que peu au développement et à l'enrichissement des producteurs. Ce détournement de rente est malheureusement un mécanisme très répandu dans le jeu économique mondial, même si des efforts sont faits par certains organismes internationaux pour imposer une plus juste rétribution des communautés d'où proviennent ces ressources (notion « d'économie circulaire »).

Les ressources locales, comme le miel, la rose, les paysages typiques, ne sont donc supports de développement que si les acteurs locaux en gardent le contrôle.

Un très bon exemple est donné par les circuits courts de commercialisation des produits alimentaires que les délégations du Souss Massa Drâa ont vus en Région PACA, et qui semblent les avoir particulièrement intéressées : AMAP, paniers marseillais, restauration scolaire à base de produits locaux. Ces circuits connectent directement les consommateurs aux producteurs et permettent de concilier la rémunération des uns et le pouvoir d'achat des autres. Ils sont souvent associés à des produits de qualité (bio) qui répondent bien à la demande sociale des consommateurs.

Ces situations qui ne sont pas forcément reproductibles au Maroc (il y a eu débat sur ce point) illustrent tout le potentiel des circuits courts et l'avantage d'une commercialisation directe, que l'on peut retrouver par exemple dans les souks. De mon point de vue, il ne faut pas pour autant diaboliser les intermédiaires qui peuvent parfois jouer un rôle important pour

renforcer l'assise et l'ampleur économique des échanges marchands. Ce qui importe, c'est que les acteurs locaux conservent le contrôle de la distribution de la valeur le long des circuits. C'est un des principes de base du fonctionnement des systèmes alimentaires territorialisés et de leur gouvernance.

Garder le contrôle des ressources locales et de leur valorisation demande un effort considérable d'organisation et l'engagement de tous les acteurs parties prenantes du développement territorial : les individus bien sûr, au premier rang desquels les producteurs, mais aussi d'autres acteurs comme les chercheurs dont on attend qu'ils puissent faciliter l'hybridation entre les savoirs empiriques locaux et les savoirs scientifiques, sources d'innovation. Engagement des groupements et associations également, des autorités locales aussi sans lesquelles aucun développement n'est possible. De nouvelles formes de gouvernance sont à mettre en place, ce qui appelle l'innovation sociale et constitue le socle du progrès économique et social. A ces conditions seulement, il sera possible de fixer la jeunesse dans les zones rurales et d'améliorer le sort des plus vulnérables, à commencer par les femmes.

Car au fond, ce qui est en jeu, **c'est le mode d'insertion des territoires dans les mécanismes de la globalisation**. On sait que la globalisation engendre des rapports économiques tels que les territoires les moins bien armés pour résister à la concurrence sont marginalisés et les populations vulnérables sont encore davantage appauvries. On voit malheureusement tous les jours les résultats d'une telle violence, notamment au Sud et à l'Est du bassin méditerranéen.

Ce qui est en jeu, c'est la constitution et le maintien d'espaces au sein desquels se jouerait une mondialisation d'un autre type, non pas dominée par les rapports de force, mais au sein desquels la coopération et la solidarité seraient les valeurs centrales. Une autre mondialisation, centrée sur l'humain, basée sur la confiance, porteuse de dignité, où l'on pourrait se découvrir soi-même à travers les autres (ces mots ont été prononcés de manière très forte tout au long de cette journée).

C'est donc un choc des modèles de développement qui est en cours, comme le montrent d'autres termes employés aujourd'hui (reconquête, champ de bataille...).

Il me semble que M&D est bien engagée dans ce combat, que des alliances se nouent, notamment avec d'autres diasporas (de l'Oriental marocain par exemple, ou encore en Belgique, ou bien en lien avec le FORIM).

Il s'agit là sans doute de la préfiguration de ce que pourrait être un autre ordre des choses.